



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHRU Besançon

Besançon, le 4 juin 2023

Le 6 juin et après : notre colère est profonde et ne va pas retomber de sitôt !

Samedi 3 juin, les visiteurs de Disneyland Paris ont eu la surprise de voir défiler, en guise de parade, un millier de salariés en colère. Depuis plusieurs semaines, à l'initiative d'un mouvement anti-inflation, des mobilisations sont organisées pour revendiquer une augmentation de salaire de 200 euros net pour tous, pour faire face à la hausse des prix. Les grévistes ont voté la poursuite de leur mouvement tous les mardis. Dans l'entreprise de vente à distance de produits pour les jeunes enfants Verbaudet, après deux mois et demi d'un conflit très dur, les grévistes s'apprentent à reprendre le travail la tête haute, après avoir arraché une hausse des salaires de 90 euros net mensuels. Dans bien des entreprises, patrons et gouvernement n'en ont pas fini avec la colère de notre camp social. Et le 6 juin, nous serons encore nombreuses et nombreux dans la rue, pour affirmer tous ensemble que la retraite à 64 ans, c'est toujours non !

La vraie démocratie, c'est celle de nos mobilisations

Cela a été dit et redit depuis des mois : le monde du travail dans son ensemble rejette cette réforme des retraites. Les manifestations massives, même dans les villes les plus petites, ont exprimé ce refus unanime. Mais le gouvernement n'en a cure, exclusivement préoccupé de la notation de la France par les agences de notation financière, qui dépend de sa capacité à mater nos luttes sociales !

Sa belle démocratie consiste à ne pas tenir compte de notre avis et à ne nous laisser aucun moyen institutionnel de contester ses décisions. Après le faux suspense de la décision du Conseil constitutionnel le mois dernier, l'issue aurait-elle pu être trouvée cette semaine, avec la proposition de loi du groupe Liot ? Dans la Constitution, tout est prévu pour que ces tentatives soient des impasses. Après avoir usé et abusé de l'article 49.3, voilà que le gouvernement déniche un article 40 de la Constitution, qui bloquerait tout retour sur l'âge de départ en retraite, sous des prétextes d'équilibre des dépenses publiques... Autant dire que les députés ne sont pas près de voter sur cette réforme des retraites ! Quant au référendum d'initiative partagée, avec lequel on nous a amusés un moment, selon les spécialistes du droit constitutionnel, il est prévu pour ne jamais être utilisé. Depuis qu'il a été institué en 2008, aucune tentative n'a jamais abouti.

Seules les luttes sociales nous permettront de nous faire entendre, et c'est leur poursuite que craint le gouvernement.

Contre Macron, président des riches, la lutte continue

Pour tenter de tourner la page de ces luttes collectives, le gouvernement fait feu de tout bois et fait chorus avec les discours de l'extrême droite : loi Immigration de Darmanin, opération Wuambushu et ses destructions de bidonvilles à Mayotte, sortie d'Attal sur la fraude sociale pour désigner les plus pauvres comme boucs-émissaires, reprise par Le Maire avec une bonne pincée de xénophobie, attaques contre les allocataires du RSA... Dans l'infamie, rien ne les arrête, surtout quand il s'agit de s'attaquer aux plus pauvres.

Mais ils ne peuvent faire oublier la détestation dont ils font l'objet, Macron comme l'ensemble de son gouvernement. Détestation à cause de ce refus de nous entendre, dans un contexte de dégradation de nos conditions de vie et de travail. Dans notre vie quotidienne, tout nous rappelle la violence de leur politique, au service des plus riches. Notre pouvoir d'achat diminue face à des prix qui augmentent sans cesse pour faire gonfler les profits des géants de la grande distribution, de l'énergie, ou d'autres secteurs capitalistes. Ces profits sont bien mis à l'abri grâce à la fraude fiscale, coûtant au bas mot 80 à 100 milliards d'euros par an à l'État, que le gouvernement se garde bien de sanctionner.

Alors soyons nombreux et nombreuses en grève et dans la rue mardi 6 juin. Pour défendre nos retraites, nos salaires et nos conditions de vie et de travail, le combat continue !

À Besançon, la manifestation est à 14 heures place Battant

Des larmes de crocodile

Le gouvernement a versé une petite larme pour l'infirmière qui a été poignardée à l'hôpital de Reims. Sur les plateaux télé, l'éternelle question de « que fait la psychiatrie » n'a pas manqué d'être posée. Nous savons tous que nous ne travaillons pas avec des boules de cristal et que ce genre d'acte n'est malheureusement pas prévisible. Mais surtout, la psychiatrie, parente pauvre de la médecine, a subi les attaques des gouvernements successifs qui ont fermé des lits par centaines, réduit l'offre de soin à peau de chagrin. Ce n'est pas, comme le propose démagogiquement le ministre, de mettre des vigiles dans chaque couloir qui va changer les choses ! Et que ces mêmes gens font mine aujourd'hui d'être outrés, cela donne envie de vomir.

Vertbaudet : la lutte paye

Après deux mois et demi de grève, les travailleuses et travailleurs de Vertbaudet ont arraché à leur patron des augmentations allant de 90 à 140 euros par mois, l'embauche de 30 intérimaires en CDI et l'abandon de toute sanction contre les grévistes. La participation à la grève ne pourra pas non plus servir de prétexte à diminuer les primes ni le treizième mois des grévistes.

Inflation : le grand bluff gouvernemental

Le gouvernement se réjouit d'une « chute » de l'inflation qui ne serait plus en mai que de 5,1 % sur un an. La « chute » signifie donc que les prix ont... sensiblement augmenté depuis mai 2022. Et il suffit de faire ses courses pour s'en rendre compte !

L'inflation du baratin gouvernemental n'a pas de limite.

Carrefour : encore 1 000 postes supprimés

Différents établissements de Carrefour en France vont supprimer 1000 postes dans les mois à venir, sur un peu moins de 10 000 au total. Une réduction d'effectif après 1400 suppressions déjà survenues en 2021, et 1600 en 2019. La direction compte négocier avec les syndicats un plan de « départs volontaires » : mettre la pression sur les salariés pour qu'ils partent avec pas grand-chose, de peur de partir avec encore moins...

Le groupe se félicitait pourtant en février dernier d'une progression de son chiffre d'affaires, de son résultat opérationnel – y compris en France – et des dividendes versés pour chaque action en 2022. Pour préparer de nouvelles fusions dans la grande

distribution, la direction veut faire payer la note aux salariés. Quand ça va mal, il faudrait accepter des sacrifices, et quand ça va mieux... aussi !

Démagogie anti-immigrés et attaque contre les travailleurs

Gabriel Attal, ministre délégué chargé des Comptes publics, a encore sévi pour dénoncer la « fraude sociale ». Propose-t-il d'en finir avec l'évasion fiscale des milliardaires et des groupes capitalistes ? D'en finir avec les aides publiques colossales qui se montent à plusieurs centaines de milliards par an pour des géants comme Total, Stellantis et bien d'autres ? Bien sûr que non. C'est contre les travailleurs, retraités qui plus est, que le gouvernement veut « renforcer les sanctions ». En bon perroquet de l'extrême droite, il pointe du doigt les travailleurs immigrés qui vivraient moins de neuf mois par an en France. Et tout son projet est de la même eau sale.

Sénégal : 9 morts dans les manifestations

Des affrontements entre forces armées et manifestants ont fait au moins neuf morts parmi ces derniers qui protestaient contre la condamnation d'Ousmane Sonko, un leader de l'opposition, un an avant les élections présidentielles. Le président sortant, Macky Sall, s'agrippe au pouvoir et brigue un troisième mandat, théoriquement anticonstitutionnel. Après une première condamnation en 2021, Sonko, très populaire parmi la jeunesse, a été condamné à deux ans de prison ferme « pour avoir poussé à la débauche une jeune femme de moins de 21 ans ». Une condamnation qui le rend de fait inéligible et qui a déclenché une vague de colère dans tout le pays. Colère alimentée par la misère et le chômage, et qui ne semble pas près de retomber malgré la répression meurtrière.

Ruffin : un populiste comme les autres

D'après Ruffin, député de La France insoumise, par « souci d'apaisement », les droits des personnes trans ne sont pas une priorité. Il faudrait se concentrer sur « les salaires, le partage des richesses, la démocratie ». Une petite musique qui s'inscrit dans la lignée des populistes de tout poil qui cherchent à opposer des droits « sociétaux » aux intérêts des travailleurs. Et qui finissent inmanquablement, une fois au pouvoir, à ne jamais rien faire pour les travailleurs non plus !